

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 21 TVX
OBJET :	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)
PROCEDURE :	Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 25 pages

SOMMAIRE

ARTICLE I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01 OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
SECTION 1.03 DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04 ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05 PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
SECTION 2.01 COMMANDES	6
SECTION 2.02 SUIVI DE L'EMISSION DU BON DE COMMANDE	7
SECTION 2.03 DUREE D'EXECUTION	7
(A) PHASE CONCEPTION	7
(B) PHASE REALISATION	7
SECTION 2.04 ARRET ET SUSPENSION D'EXECUTION	7
(A) ARRET D'EXECUTION	7
(B) SUSPENSION D'EXECUTION	8
ARTICLE III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS	8
SECTION 3.01 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION	8
SECTION 3.02 OBJET DES MISSIONS	9
SECTION 3.03 MODALITES COMMUNES A TOUTES LES MISSIONS DU PRESENT ACCORD CADRE	9
(A) PRESTATAIRE	9
(B) MAITRISE D'OUVRAGE	9
(C) NATURE DES PROJETS IMMOBILIERS	10
(D) INFORMATIONS RELATIVES A L'OUVRAGE	10
(E) PHASAGE	10
(F) OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR SSI	11
(G) MISSIONS DE CONSEIL PONCTUEL	11
SECTION 3.04 COORDINATION S.S.I. PHASE CONCEPTION	11
SECTION 3.05 COORDINATION S.S.I. PHASE REALISATION	12
SECTION 3.06 MISSION DE CONSEIL PONCTUEL	15
ARTICLE IV. AVANCE	15
ARTICLE V. PRIX DE L'ACCORD CADRE	15
SECTION 5.01 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	15
SECTION 5.02 CONTENU DU PRIX	15
SECTION 5.03 MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	15
ARTICLE VI. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	16
SECTION 6.01 ACOMPTE ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	16
SECTION 6.02 REGLEMENT DES COMPTES	17
SECTION 6.03 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	18
SECTION 6.04 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	18

ARTICLE VII.	PENALITES	19
SECTION 7.01	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	20
ARTICLE VIII.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	20
SECTION 8.01	MOTIFS DE RESILIATION	20
SECTION 8.02	CONSEQUENCE DE LA RESILIATION	21
SECTION 8.03	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	22
SECTION 8.04	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	22
ARTICLE IX.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	22
SECTION 9.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	22
SECTION 9.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	23
ARTICLE X.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	23
ARTICLE XI.	NANTISSEMENT	23
ARTICLE XII.	ASSURANCES	23
ARTICLE XIII.	CERTIFICATS	23
ARTICLE XIV.	DROIT	24
ARTICLE XV.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	24

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ont pour objet de rappeler les principes et modalités de réalisation des missions de contrôle technique dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux réalisés sur le site immobilier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis.

Lieux d'exécution :

- Hôpital Avicenne : 125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
- Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet BONDY 93143 BONDY
- Hôpital René Muret : Rue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Le coordinateur SSI intervient en application du règlement de sécurité incendie pour les établissements recevant du public approuvé par arrêté du 25 juin 1980 (complété et modifié par diverses dispositions prises ultérieurement par arrêtés) et plus précisément en application de ses articles MS55 et MS53, ainsi que suivant les normes NF S 61-931 (juillet 2000), NF S 61-932 (mars 1993) et NF S 61-933 (avril 1997).

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Lot	Désignation	Seuil minimum HT	Seuil maximum HT
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)	Sans objet	250.000 € HT
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	Sans objet	150 000€ HT
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	Sans objet	225 000€ HT
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)	Sans objet	300 000,00€HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	4 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

L'accord cadre est divisé en quatre (04) lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)

Chacun des lots fera l'objet d'un accord cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Les bons de commande et la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire correspondant à chaque bon de commande ;
- Le programme et/ou tout document annexé au bon de commande ;
- Le mémoire technique ou la note méthodologique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation. Le candidat est tenu de joindre à son offre ce document qui aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'ouvrage ;

Pièces générales :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	5 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. PI - option B), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'ensemble des textes administratifs (législatifs et réglementaires) auxquels la prestation est soumise par sa nature, en l'occurrence et entre autres :
 - Le règlement de Sécurité Incendie dans les E.R.P. approuvé par arrêté du 25 juin 1980 modifié ;
 - Les dispositions particulières Livre II Titre II pour les établissements de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie et plus particulièrement l'arrêté du 10 décembre 2004, portant approbation des dispositions particulières des établissements de type U ;
 - Les Normes relatives aux S.S.I., entre autres, NFS 61-930 à NFS 61-940 ;
 - Les principaux articles du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la sécurité incendie dans la construction ;
 - Les dispositions du code du travail concernant les risques dans le milieu professionnel...

Pour exercer sa mission, le prestataire pourra, à sa demande, disposer des documents suivants au fur et à mesure de leur production :

- Le cas échéant, le permis de construire dans sa dernière version dès lors qu'il est délivré, ou l'autorisation de travaux exempts de permis de construire ;
- Le cas échéant, le dossier d'identité du bâtiment concerné ;
- Le ou les marchés des entrepreneurs, à défaut des marchés conclus et dans leur attente, les documents provisoires, selon leur dernière mise à jour ;
- Les différents documents écrits et dessinés constituant les dossiers aux différents stades de la mission de maîtrise d'œuvre.

Il appartient néanmoins au coordonnateur SSI de formuler ses avis et de réaliser sa prestation sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages dont il assurera la coordination.

❶ *Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.*

Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins des services. A chaque mission correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- Le projet ou l'opération concernée ;
- Les différentes phases ;
- Pour la phase réalisation :
 - La durée prévisionnelle des travaux ;
 - Le coût prévisionnel des travaux.

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	6 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 2.02 Suivi de l'émission du bon de commande

A réception, le titulaire du marché est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable du département administration travaux, le bon de commande dûment visé, une proposition commerciale contenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures et un échéancier du paiement par phase, établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou les) personne(s) physique(s) chargée(s) de la mission.

Section 2.03 Durée d'exécution

(a) Phase conception

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

(b) Phase réalisation

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Section 2.04 Arrêt et suspension d'exécution

(a) Arrêt d'exécution

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	7 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Dans le cadre de la mission conception, si le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, est conduit par avenant à son marché à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission et si le maître d'ouvrage demande au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études, l'exécution du bon de commande initial est maintenu et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'étude établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'étude, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

(b) Suspension d'exécution

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée de l'accord cadre, l'exécution du présent accord cadre serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire de l'accord cadre faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-après à l'article 5.03.

Article III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS

Section 3.01 Conditions d'exécution de la prestation

L'exercice des missions de contrôleur technique, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, la réalisation d'études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Pour l'exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confié dans le cadre d'un bon de commande afférent au présent accord cadre, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

- ☒ Le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	8 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	
	Mars 2025	

- ☒ Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents à l'accord cadre qui lui été attribué.

Section 3.02 Objet des missions

La mission de coordination SSI sera menée pour l'une ou la totalité des phases suivantes :

- La phase conception
- La phase réalisation

La forme spécifique des marchés à bons de commande et la durée maximale de ces marchés impliquent que les opérations concernées par ces missions ne sont pas connues au préalable, et ne sont donc pas décrites dans les documents constitutifs du présent marché.

Par ailleurs chaque opération peut donner lieu à la commande de l'une ou plusieurs des phases listées ci-avant.

Section 3.03 Modalités communes à toutes les missions du présent accord cadre

Ces modalités sont communes à toutes les missions décrites aux articles suivants, en dehors de la mission de conseil ponctuel (art. 2.11).

(a) Prestataire

Le terme « titulaire » s'appliquera à la personne ou société désignée pour effectuer les prestations du présent accord cadre.

Dans le cadre de la description d'une mission, les termes « prestataire » ou encore « coordonnateur » désigneront la personne physique, travaillant pour le compte de la société titulaire du marché, qui effectue ladite mission.

Pour la réalisation d'une mission le titulaire désignera nommément une personne identifiée qui sera le coordonnateur SSI ainsi que son suppléant. Le coordonnateur sera l'interlocuteur privilégié des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis pour la conduite de cette mission.

(b) Maîtrise d'ouvrage

Les projets des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis sont conduits par la Direction des Investissements et de la Maintenance.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au titulaire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du contrôleur technique, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	9 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

(c) Nature des projets immobiliers

Les projets immobiliers concernés par les missions décrites dans le présent document ne sont pas connus au préalable et ne sont donc pas décrits.

Toutefois, on peut préciser que ces projets concernent tous des bâtiments :

- Qui font tous partie du patrimoine des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis ;
- Qui consistent dans la majorité des cas en des travaux de réhabilitation / restructuration (lourde ou légère), les opérations de construction neuve étant infinitésimale ;
- Qui abritent des fonctions très diversifiées.

(d) Informations relatives à l'ouvrage

Chaque prestation fera l'objet d'une commande auprès du titulaire pour une opération donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande. Plusieurs prestations, pour une même opération, pourront être commandées sur un même bon de commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage fournira au prestataire les caractéristiques principales de l'opération, ainsi que le dossier d'identité SSI lorsqu'il existe, les rapports des bureaux de contrôle ainsi que le dernier procès-verbal de visite de la commission départementale de sécurité.

Il communiquera au prestataire les documents d'entrée qui lui sont nécessaires pour la réalisation de la mission et qui sont précisés dans la description de chacune des missions.

(e) Phasage

Phase conception :

La mission du coordonnateur SSI comprend, pendant les études de programmation et de maîtrise d'œuvre, les tâches suivantes :

- L'avis et/ou la validation, transmis sous forme de rapport, sur tous les documents de programmation ou d'études qui lui seront transmis dans le cadre de l'opération concernée (en particulier les études de programmation, d'avant-projets et de projet) ;
- La participation aux réunions de travail avec le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre et/ou, le cas échéant, l'assistant au maître d'ouvrage ;
- La préparation des dossiers et demandes de dérogation à transmettre à la commission de sécurité en collaboration avec le maître d'ouvrage ;
- En phase projet des études de conception, l'établissement du projet de mise à jour du dossier d'identité des SSI (document évolutif) avec la mise à jour, sur la base des fonds de plans des bâtiments, des modifications apportées par l'opération concernée, notamment sur les points suivants :
 - Aux Zones de Détection (Z.D.) et aux détecteurs et/ou déclencheurs manuels (D.M.) correspondants ;
 - Aux Zones de mise en Sécurité (Z.S.) et aux dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) ;
 - Aux Zones de diffusion d'Alarme (Z.A.) et aux diffuseurs d'alarme sonore (D.S.) et aux blocs autonomes d'alarme sonore (B.A.S.S.) correspondants ;
 - Aux corrélations entre Z.D. et Z.S. des Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I.).

Le coordonnateur SSI précisera également la liste (ou le sommaire) des documents qui devront être remis ou mis à jour par les entreprises pour être joints à la mise à jour du Dossier d'identité des SSI, ainsi que leur format.

Phase réalisation :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	10 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Durant cette phase, la mission du coordonnateur SSI comprend les tâches suivantes :

- La collecte, auprès de la maîtrise d'œuvre et des entreprises, des documents qui doivent permettre la mise à jour du Dossier d'Identité des SSI ;
- La réalisation de la mise à jour du Dossier d'Identité des SSI ;
- La participation aux réunions de chantier ou l'organisation de réunions de coordination spécifiques entre les entreprises des corps d'état concernés par la (re)mise en place des éléments des SSI ;
- Les avis sur les plans d'exécution élaborés par les entreprises ;
- La validation des programmes d'essais proposés par les entreprises ;
- La collecte des fiches d'essais des différentes entreprises, sachant que le coordonnateur SSI devra coordonner, organiser et diriger la réalisation des essais ;
- La participation aux opérations préalables à la réception du/des lot(s) concernant les SSI ;
- L'établissement conjoint avec le maître d'œuvre du procès-verbal de réception du/des lot(s) concernant les SSI ;
- La participation aux visites de contrôle de la Commission de Sécurité ;

(f) Obligations du coordonnateur SSI

Le coordonnateur SSI assiste, de sa propre initiative ou sur convocation du maître d'ouvrage, aux réunions organisées par celui-ci, ses assistants ou les maîtres d'œuvre, et notamment celles organisées par le maître d'ouvrage avec la commission départementale de sécurité. Il est destinataire de tous les documents de programmation ou d'études réalisés par ces derniers. Il est présent sur le chantier selon les stipulations de l'article 1.3.4 ci-avant et assiste, de droit, à toutes les réunions de chantier.

Le titulaire ne peut faire remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du maître d'ouvrage et doit présenter des références équivalentes à celles du coordonnateur SSI initialement désigné.

(g) Missions de conseil ponctuel

Les missions de conseil ponctuel s'appliquent aux actions, visites ou entretiens ne concernant pas l'opération en cours ; elles ne sauraient être commandées pour une action, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

Section 3.04 Coordination S.S.I. Phase conception

Le concept général de mise en sécurité de l'ouvrage sur lequel porte la mission, a été établi préalablement à la passation du présent marché et exposé dans la notice de sécurité.

Le coordonnateur SSI examine les pièces fournies par le Maître de l'ouvrage concernant le programme du projet et le dossier de la phase d'étude en cours (Avant-projet sommaire, Avant-projet définitif, Projet, Dossier de consultation des entreprises) du Maître d'œuvre et participe au rendez-vous de mise au point sur convocation de celui-ci durant ces phases d'études.

Le coordonnateur SSI établit, pour l'ouvrage faisant l'objet du bon de commande, le fonctionnement du SSI, qui définit, en application des textes réglementaires applicables à l'ouvrage :

- La synthèse des besoins pour les fonctions évacuation, compartimentage et désenfumage, ainsi que les fonctions « arrêts techniques » pouvant y être associées.
- Les principes généraux concernant :
 - Les zones de détection (ZDA, ZDM)
 - Les zones de mise en sécurité (ZC, ZF)

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	11 / 25
	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	
CCP	Mars 2025	

- Les zones de diffusion d'alarme (ZA)

Le cahier des charges fonctionnel du SSI comprend les pièces suivantes :

- L'organisation des zones (ZDA, ZDM, ZC, ZF, ZA)
- La définition des corrélations entre zones
- La définition des constituants du SSI
- Le positionnement des matériels centraux et déportés éventuels
- Les modalités d'exploitation de l'alarme
- Les options de sécurité des D.A.S. et le mode de fonctionnement des D.C.T.
- Le principe et la nature des liaisons entre constituants du S.S.I.
- Les alimentations de sécurité
 - Les exigences relatives aux essais de corrélation et de bon fonctionnement que doivent réaliser les entreprises en vue de la procédure de réception technique du S.S.I.
 - La liste des documents que doivent fournir les entreprises et nécessaires à la constitution du dossier d'identité du S.S.I.

Le coordonnateur SSI analyse et vérifie les pièces du dossier Projet et DCE concernant les équipements constitutifs du S.S.I. et informe le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, sous forme d'un rapport écrit, des incohérences relevées pour le respect du cahier des charges fonctionnelles du SSI.

En cas d'évolution de la conception de l'ouvrage, l'intervention du coordonnateur comporte les propositions d'ajustement nécessaires au concept de mise en sécurité et au cahier des charges fonctionnelles du SSI.

A ce titre, il participe aux réunions de mise au point technique avec la maîtrise d'œuvre sur convocation de celle-ci et veille à la cohérence entre les prescriptions techniques du dossier et les avis émis par les autorités compétentes.

Les modifications qui peuvent s'ensuivre, devront recevoir préalablement l'aval :

- De la personne en charge du bon de commande
- Du contrôleur technique
- Eventuellement de la commission départementale de sécurité

Enfin, le coordonnateur devra la mise à jour des plans de zoning SSI. Ces plans seront fournis en couleur dans un format compatible avec le rendu de l'ouvrage.

Section 3.05 Coordination S.S.I. Phase réalisation

Durant la phase de réalisation des travaux, le coordonnateur SSI assure le respect du cahier des charges fonctionnel du SSI, soit notamment :

- L'examen des plans d'exécution des entreprises concernant les équipements constitutifs du SSI et la rédaction des avis correspondants.
- L'animation des réunions de coordination entre les installateurs en vue d'assurer la cohérence de leur intervention sur les points suivants :
 - Le choix des options de sécurité des D.A.S. en application du cahier des charges fonctionnel du SSI et de la corrélation entre zones
 - La nature des liaisons
 - La cohérence technique et la compatibilité fonctionnelle entre les constituants du SSI (CMSI, DAC, DAS...).
 - Les alimentations de sécurité
 - L'architecture proposée pour l'UCMC et l'US
- La vérification de la compatibilité entre les différents matériels constitutifs du SSI fournis par les différents installateurs.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	12 / 25
	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	
CCP	Mars 2025	

- Le récolement auprès des entreprises des pièces exigées au cahier des charges et nécessaires à la création du dossier d'identité du SSI, soit :
 - Les plans des zones de détection (ZDA et ZDM) avec identification des détecteurs et/ou des déclencheurs manuels
 - Les plans des zones de mise en sécurité (ZC et ZF) avec identification de chaque dispositif actionné de sécurité (D.A.S.)
 - Les plans des zones de diffusion d'alarme avec identification des diffuseurs sonores et visuels (pour l'alarme générale sélective)
 - Les schémas de principe de l'installation, les plans de câblage détaillés devant être annexés au dossier d'identité.
 - La liste des plans fournis par les installateurs, ces plans devant être annexés au Dossier d'identité
 - La liste des matériels du SSI et documentations donnant leurs caractéristiques
 - Les certificats de conformité aux normes, fournis par les constructeurs
 - Les instructions de manœuvre
 - Les documents attestant la compatibilité entre le SDI et le CMSI
 - La notice d'exploitation et de maintenance du SSI

Durant cette phase, le coordonnateur SSI informe régulièrement le responsable du bon de commande, des écarts éventuels pouvant se produire entre les choix proposés pour l'exécution des installations et le cahier des charges fonctionnel du SSI.

La corrélation entre zones sera présentée sous forme de matriçage de mise en sécurité. Ce matriçage sera tenu à jour par le coordonnateur SSI durant la phase de réalisation, avec l'aide des installateurs.

Le coordonnateur SSI doit recenser tous les DAS et d'une manière générale tous les dispositifs commandés mis en place dans le cadre de la construction de l'ouvrage pour lequel il est missionné et en assurer le matriçage.

L'intervention du coordonnateur SSI consiste dans un premier temps à établir le matriçage sur la base des plans d'exécution des entreprises.

Ensuite, le coordonnateur s'assure de la mise à jour du matriçage en prenant en compte les modifications apportées à l'ouvrage.

Le coordonnateur est destinataire des documents d'exécution de tous les lots concernés par le SSI. Le coordonnateur émet des avis sur ces documents et les transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Il s'agit en particulier des documents suivants :

- Plans d'exécution
- Plans de zoning
- Méthodologies d'exécution des essais
- Fiches matériaux et matériels.

Le coordonnateur doit constituer, au fur et à mesure, le dossier d'identité du SSI, en recueillant les éléments nécessaires.

Le coordonnateur dresse et tient à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre la liste, triée lot par lot :

- Des PV ou fiches matériels recueillis qui présentent des non conformités,
- Des PV ou fiches matériels manquants,

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	13 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Ceci afin de faciliter les actions de relance auprès des entreprises.

Le dossier d'identité du SSI doit être remis par le coordonnateur au plus tard une semaine avant le premier des deux événements suivants :

- Date de passage de la commission départementale de sécurité
- Date de livraison de l'ouvrage

Le coordonnateur organise et préside, à un rythme adapté, une réunion de coordination SSI, à laquelle il convoque toutes les entreprises chargées de la mise en œuvre des constituants du SSI.

Le coordonnateur assure les mises au point techniques avec les entreprises concernées pour définir les détails de mise en œuvre des constituants du SSI et traiter l'interface entre ces constituants de manière à obtenir le bon fonctionnement du système dans sa globalité.

Pendant la réalisation du chantier, le coordonnateur procède autant que de besoin à la visite du chantier de manière à s'assurer que les conditions de mise en œuvre des constituants du système de sécurité incendie permettront d'obtenir la conformité du système de sécurité incendie. Le cas échéant, il alerte le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur SSI dispose de 48 h à compter de la date de visite pour transmettre un rapport de visite à la maîtrise d'ouvrage, avec copie à la maîtrise d'œuvre.

Durant les opérations préalables à la réception des travaux, le coordonnateur SSI termine le récolement, en application de la norme NF S 61-932, des documents établis par les installateurs et définissant :

- Les essais réalisés
- Les résultats obtenus
- Les attestations de bon fonctionnement de chaque sous système et la bonne corrélation avec les autres constituants du SSI.

Le coordonnateur SSI vérifie la cohérence entre les documents fournis par les différents intervenants.

Le coordonnateur SSI informe le Maître de l'ouvrage que la visite de réception technique peut être déclenchée.

Le coordonnateur SSI organise cette visite de réception technique à laquelle les installateurs assistent et les utilisateurs sont conviés.

Le coordonnateur SSI constate, au cours de la visite de réception technique, la conformité du SSI avec le cahier des charges fonctionnel et les spécifications du dossier d'identité du SSI.

Au terme de la visite, le coordonnateur SSI établit le procès-verbal de réception technique du SSI.

A l'issue, le coordonnateur SSI remet au Maître de l'ouvrage en un exemplaire original plus une copie, le dossier d'identité du SSI destiné à être présenté à la commission départementale de sécurité lors de la visite finale, puis à être annexé au registre de sécurité.

Le coordonnateur SSI assiste le Maître de l'ouvrage lors de la visite finale de la commission départementale de sécurité pour l'ouverture au public de l'établissement, lorsque le classement de ce dernier rend obligatoire cette procédure.

25 GH93 21 TVX CCP	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	14 / 25
---------------------------	---	----------------

Section 3.06 Mission de conseil ponctuel

Le Maître d'ouvrage pourra demander des missions ponctuelles n'entrant pas dans le cadre des missions précitées. Pour cela, le prestataire établira un devis sur la base des prix journaliers ingénieur ou technicien tels qu'ils figurent dans le cadre de prix joint à l'offre. Un bon de commande sera adressé au coordonnateur après acceptation de ce devis.

Article IV. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Article V. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 5.01 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord cadre est passé à prix global et forfaitaire pour chaque mission ou élément de mission défini par le bon de commande.

La rémunération du titulaire est établie pour chaque bon de commande par application du barème de rémunération figurant au cadre de prix annexé à l'acte d'engagement.

Section 5.02 Contenu du prix

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent accord cadre, sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur accord cadre s'il est passé, soit prévus dans les pièces des accords-cadres à passer et les frais d'assurance résultant des dispositions prévues au présent C.C.P.

Section 5.03 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle

La révision de la rémunération fixée au bon de commande s'effectuera conformément à la réglementation en vigueur, par l'application de la formule ci-après :

$$R = R0 [0,125 + 0,875 (Im / I0)]$$

Dans laquelle :

R = fraction de la rémunération à régler

R0 = fraction correspondante de la rémunération initiale figurant à la D.P.G.F. qui suit l'émission du bon de commande

Im et I0 = index ingénierie publiés au B.O.C.C.R.F.

Le dénominateur I0 est l'index de référence ingénierie correspondant au mois « M0 » figurant à l'article 2.3 de l'acte d'engagement

Le numérateur Im est l'index du mois d'exécution de la prestation, objet du décompte.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	15 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Section 6.02 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire de l'accord cadre fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-après :

Acompte	Pourcentage prix global et forfaitaire de la phase conception	Pourcentage cumulé
Après remise par le coordonnateur et acceptation par le maître d'ouvrage du document définissant les principes généraux du S.S.I.	25 %	25 %
Après remise par le coordonnateur et acceptation par le maître d'ouvrage du rapport d'examen sur le dossier APS/APD établi par le maître d'œuvre	15 %	40 %
Après remise par le coordonnateur et acceptation par le maître d'ouvrage du rapport d'examen sur le dossier PRO établi par la maîtrise d'œuvre + remise au maître d'œuvre du cahier des charges fonctionnel du SSI, de l'intégration des clauses et recommandations concernant la sécurité incendie dans les CCAP et les CCTP des entrepreneurs	25%	65%
Acceptation de l'ensemble des pièces précitées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et après avis du prestataire sur les documents du DCE	25%	90 %
Après notification des marchés des travaux et accord de la Commission Consultative Départementale sur la Sécurité et l'Accessibilité sur le dossier concerné.	10%	100%

En réalisation, dans la limite de 50% du prix figurant au bon de commande, le prestataire fera des demandes d'acomptes mensuels ; 20% interviendront au moment de la remise du dossier d'identité du S.S.I., 20%, seront requis après délivrance par le coordonnateur du procès-verbal S.S.I, sans réserve et le solde, 10%, sera versé dès la délivrance par le maître d'ouvrage de l'attestation constatant que toutes les obligations découlant du marché du coordonnateur ont été remplies : avis favorable de la commission de sécurité ainsi que la levée des réserves touchant au S.S.I.

Pour le calcul des acomptes mensuels, le montant obtenu par l'application du pourcentage indiqué supra au prix figurant au bon de commande en réalisation est divisé par le nombre entier le plus proche (par excès) de mois contenus dans le délai d'exécution fixé au calendrier d'exécution des travaux.

Le projet de décompte du mois « m » des sommes dues au titulaire doit être remis au Maître d'Ouvrage avant le dernier jour du mois « m + 1 ».

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	17 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans le bon de commande.

Section 6.03 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 26750045201928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier,
- 069 pour René Muret.

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans le bon de commande.

Chaque acompte ainsi que le solde feront l'objet d'une demande de paiement datée et comprendra :

Les factures doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- la désignation des prestations réalisées
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes
- le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- les numéros des bons de commande
- le numéro de l'accord cadre
- les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 6.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	18 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Article VII. PENALITES

Le titulaire de l'accord cadre devra s'attacher à ne pas retarder de déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/10 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliqué par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le présent cahier des charges ou le bon de commande et pour chacune des tâches de retard.

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

Le coordonnateur encourra une pénalité de 80 €HT pour absence à toute réunion à laquelle il doit assister : réunions de chantier, réunions diverses programmées ou pour lesquelles il a été convoqué.

En phase travaux, il doit une présence obligatoire à toutes les réunions ; la fréquence pourra être augmentée à la demande expresse du maître d'ouvrage.

Les délais pour remettre les documents sont fixés comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS
Etablissement du document décrivant les principes généraux du S.S.I.	30 jours à compter de la notification du marché
Analyse du dossier APS établi par la maîtrise d'œuvre	15 jours à compter de la réception du dossier
Analyse du dossier APD établi par la maîtrise d'œuvre	15 jours à compter de la réception du dossier

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS
Etablissement de la notice de sécurité dans le cadre du permis de construire ou d'aménagement	15 jours après la remise de l'APD par la maîtrise d'Œuvre
Etablissement du document à joindre au dossier de consultation des entreprises.	15 jours avant la date contractuelle de remise du dossier PRO par la maîtrise d'œuvre
Analyse du dossier PRO établi par la maîtrise d'œuvre	15 jours à compter de la réception du dossier
Observations sur les PEO	15 jours
Remise du dossier d'identité du S.S.I.	Au plus tard, un mois avant la date prévisionnelle de passage de la Commission Consultative Départementale sur la Sécurité et l'Accessibilité

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

Le contrôleur encourra une pénalité de 150 €HT pour absence à toute réunion à laquelle il doit assister : réunions de chantier, réunions diverses programmées ou pour lesquelles il a été convoqué.

En phase travaux, il doit une présence obligatoire à toutes les réunions ; la fréquence pourra être augmentée à la demande expresse du maître d'ouvrage.

Section 7.01 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article VIII. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 8.01 Motifs de résiliation

Le présent accord cadre pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi, le coordonnateur ne pouvant, pour sa part, prétendre à aucune indemnité :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	20 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I.) Mars 2025	

- A. Au cas où le titulaire n'exécute pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent accord cadre, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les quinze (15) jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement,
- B. Aux cas où, le titulaire étant une personne morale :
- Celle-ci serait absorbée par une autre entité ou absorberait une autre entité, et où la propriété de la majorité des actions ayant droit de vote du coordonnateur viendrait à changer de mains, sous quelque forme que ce soit et pour quelque raison que ce soit,
 - Les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission, et si le remplacement de cette personne physique ne recevait l'agrément du maître d'ouvrage,
- C. au cas où le titulaire étant une personne physique, celle-ci viendrait à décéder ou encore ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission :
- N'a pas effectué à temps la formation spécifique qui lui est imposée,
 - Lorsqu'une plainte est déposée auprès du juge des référés, par l'inspecteur du travail, faisant état d'une carence du coordonnateur, chargé de la sécurité et de la protection de la santé.
- D. au cas où l'arrêt de l'exécution des prestations interviendrait à la demande du titulaire, la résiliation ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité.

Par dérogation à l'article 22 et conformément à l'article 36 du CCAG PI, la résiliation de l'accord cadre donne lieu au versement d'une indemnité dans les cas suivants :

- E. au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, ou financier,
- F. en cas de sursis de statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage.

Section 8.02 Conséquence de la résiliation

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses du présent accord cadre relatif au calcul de la rémunération du titulaire.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (a) à (d) ci-dessus, les suites onéreuses de la résiliation seraient mises à la charge du titulaire et incluses dans le décompte de solde.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (e) et (f) ci-dessus, l'indemnité sera de 5% du montant HT du bon de commande diminué du montant HT non révisé des prestations exécutées.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	21 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le maître d'ouvrage, lesquels seront subordonnés à la remise des dits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, le maître d'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix, et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du titulaire de sécurité évincé.

Section 8.03 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 36 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 8.04 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Article IX. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 9.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 27 du C.C.A.G.- P.I.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	22 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Section 9.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 27 et 39 du CCAG-P.I., en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article X. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

Article XI. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

Article XII. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XIII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	23 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	

Article XIV. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XV. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- P.I., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Section 2.04	Article 22 du C.C.A.G.- P.I.	Arrêt de l'exécution des prestations
Articles IV	Article 14.1 du C.C.A.G.- P.I.	Pénalités de retard d'exécution
Section 8.03	Article 40 du C.C.A.G.- P.I.	Résiliation pour motif d'intérêt général

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	24 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	



AP-HP.
Hôpitaux universitaires
Paris Seine-Saint-Denis

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés publics | 125, rue de Stalingrad |
93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION : 25 GH93 21 TVX

OBJET : Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux

Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	25 / 25
CCP	Lot B - Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I) Mars 2025	